l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays,
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi 23 novembre 1976

No 571

1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 57952

30% de plus pour le budget de l'intérieur

PAS D'AUSTERITE POUR LA REPRESSION

Le budget du ministère de l'Intérieur qui vient d'être voté par l'Assemblée nationale montre on ne peut mieux quelles sont aujourd'hui les préoccupations de la bourgeoisie. Il vient en effet d'augmenter de 30 %. Alors que soi-disant l'heure serait aux sacrifices, on peut constater que pour les forces de répression les largesses du gouvernement n'ont pas de limites.

Ce budget exprime l'inquiétude de la bourgeoisie face à la montée des luttes populaires et sa détermination à y faire face par la violence. Une fois de plus Poniatowski a tenté de dissimuler le but réel de ce budget-record en parlant de la «sécurité des citoyens» et d'une prétendue augmentation de la criminalité. En ce moment, plus que jamais, le ministre de l'Intérieur aurait dû être discet à ce sujet. Plusieurs affaires récentes ont en effet montré que les bandes de gangsters de haute volée n'étaient pas sans relations haut placées... y compris auprès des cabinets ministériels.

Les gansgsters (ceux de Nice ou de l'affaire Hazan par exemple) ne sont pas des étrangers pour les amis de Poniatowski. En période électorale notamment, ils leur sont fort utiles n'est-ce pas ?

Quand Poniatowski parle de «sécurité des français», il faut entendre sécurité des capitalistes contre le peuple. Les 30 % de crédit supplémentaires serviront à faire évacuer les usines occupées, à matraquer les manifestants et parfois même à tuer.

Cette augmentation servira également à engraisser un peu plus les flics qui depuis quelques temps manifestaient leur mécontentement et demandaient notamment des hausses de salaires.

Présentant ce budget, Poniatowski a proféré de nouvelles menaces contre le droit de manifestation et surtout il a fait état de l'intention du gouvernement de déposer plusieurs projets de loi qui, il y a quelques mois, avaient soulevé une large indignation. Il va notamment déposer un projet de loi permettant aux flics de perquisitionner les voitures, sans mandat bien sûr.

Du côté de la gendarmerie on ne reste pas inactifs non plus. Vendredi dernier, le directeur de la gendarmerie a en effet annoncé la création de 7 pelotons d'intervention rapide de la gendarmerie «afin, a-t-il dit, d'accroitre 24 h sur 24 la mobilité de la police faite par des militaires. Ces pelotons patrouilleront en permanence. Il devait indiquer qu'il était prévu d'étendre progressivement ce système à toute la France.

Il y en a qui doivent être satisfaits de tout cela, puisqu'ils n'arrêtent pas de réclamer des augmentations des effectifs de flics et du quadrillage policier : ce sont les dirigeants du PCF.

Quant aux travailleurs tout ceci démontre qu'ils doivent se préparer à faire face à la répression pour la mettre en échec.

Les mystères des égoûts de Nice

Tandis que Poniatowski parlait de la «sécurité des Français», son ami Médecin, maire de Nice et ministre du Tourisme, devait se faire du mauvais sang. De nombreuses informations ne laissent maintenant, en effet, plus aucun doute sur les liens de cet «honorable parlementaire» avec les fascistes ayant réalisé le hold-up de la Société générale de Nice et en particulier avec le maitre d'œuvre de l'opération, Spaggiari.

Le journal «le Monde» a apporté dans son édition du 21 novembre de nouvelles informations à ce sujet. C'est ainsi que l'on apprend que l'un des conseillers municipaux de Médecin n'est autre que le président de l'association des anciens détenus OAS. Quant à Spaggiari, qui autrefois participa à deux tentatives d'assassinat de De Gaulle, on apprend qu'il y a quelques mois, alors que le service des passeports de la préfecture des Alpes maritimes lui refusait le passeport qu'il réclamait, en raison de son passé, une intervention fut faite «en haut lieu» pour qu'il obtienne ce qu'il souhaitait.

On apprend encore que lors d'un récent voyage au Japon, en compagnie du ministre, il put passer sans contrôle la douane, et l'on se demande si ses valises ne renfermaient pas certains lingots d'or provenant de la Société générale. On s'étonne également que les gangsters aient pu sans encombres creuser un tunnel à travers les égouts de la rue Gioffredo où se trouvent les locaux de la Sûreté urbaine de Nice. On dit aussi que Spaggiari avait des amis bien placés au service de la voierie de Nice ... On note encore que l'avocat de Spaggiari, Me. Peyrat, devait faire partie de la liste de Médecin lors des prochaines élections municipales.

Bref, un odeur d'égout envahit la mairie de Nice et par la même occasion le Conseil des ministres de Giscard d'Estaing.

MENACES SIONISTES SUR LE SUD-LIBAN

Alors que la paix s'installe progressivement au Liban, du côté d'Israël des mouvements de troupes, ainsi que diverses déclarations permettent de supposer que l'Etat sioniste pourrait se préparer à une agression contre le sud-Liban. Une concentration de troupes a été opérée à la fin de la semaine à la frontière libanaise par l'armée sioniste. Par ailleurs, dans une déclaration qu'il a faite dimanche, le ministre de la guerre d'Israël a affirmé qu'il ne tolérerait pas de présence palestinienne ou syrienne au sud-Liban. Dans la soirée de dimanche, tandis que des réunions des hautes sphères sionistes avaient lieu, l'armée israélienne a ouvert le feu en direction du territoire libanais. Il est clair que les sionistes, voyant que l'unité arabe se renforce, craignent que la lutte du peuple palestinien pour la libération de sa patrie ne prenne un nouvel essor. Pour s'y opposer, ils pourraient envisager de se livrer à une tentative d'annexion du Sud-Liban.

DES FEMMES EN LUTTE CHEZ KODAK

Voici maintenant cinq semaines que les travailleuses de la vérification sont en grève chez Kodak à Vincennes. Cette grève est partielle, les travailleuses ayant décidé de ne travailler que 4 heures sur 8. Elle exigent de la direction la reconnaissance de leur qualification. Nous publierons dans notre édition de demain un article des marxistes-léninistes de l'usine.

QUELQUES LEÇONS DES LEGISLATIVES PARTIELLES

Des premier et deuxième tours des élections législatives partielles qui ont eu lieu ces deux dernières semaines, plusieurs constatations se dégagent. Elles mettent avant tout en lumière un nouveau rapport de force entre les différents partis bourgeois.

D'une façon générale, on peut constater un recul des partis gouvernementaux. Ils ont, en effet, perdu plusieurs sièges de députés et le nombre des voix qu'ils obtiennent est en recul.

Le PCF, de son côté, connait également un recul électoral, à l'exception des Yvelines.

Le grand gagnant de ces élections est le Parti socialiste, qui confirme ainsi qu'il est le premier parti électoral de la bourgeoisie.

On peut également constater que dans la plupart des cas le nombre des abstentionnistes a été particulièrement élevé, atteignant entre 30 et 40 % ou plus. Sans doute, ne peut-on pas conclure que ces abstentions sont la manifestation d'un refus conscient de choisir entre deux clans de la bourgeoisie, mais en tout cas, elles témoignent que de nombreuses personnes ressentent de plus en plus que ces élections ne sont pas leur affaire et que ce ne sont pas leurs représentants qu'elles sont appelées à élire.

(suite p. 3)

ESSOR DE LA LUTTE POUR UN NOUVEL ORDRE ECONOMIQUE MONDIAL

L'Assemblée Générale de l'ONU a exprimé vendredi sa «profonde préoccupation et sa déception» sur le manque de résultats de la Conférence Nord-Sud.

Par 99 voix, et 30 abstentions (dont celle des USA et de la France), l'assemblée a adopté une résolution de sa Commission économique sur le fait que «rien n'indique jusqu'à présent que la Conférence sur la Coopération économique internationale aboutira aux résultats concrets nécessaires» et soulignant «sa grave inquiétude des effets défavorables que l'insuccès de la Conférence aura sur la coopération économique internationale», la résolution invite instamment la Conférence «à réagir positivement aux propositions formulées par les pays en voie de développement, afin d'aboutir à des résultats concrets dans tous les domaines au cours de la réunion ministérielle finale de décembre 1976».

Elle note dans son préambule «la préoccupation croissante qu'éprouvent beaucoup de pays, y compris les pays en développement, devant le fait que la plupart des pays développés participant à la Conférence n'ont pas encore fait preuve de la volonté politique nécessaire pour aboutir à des résultats concrets».

C'est ainsi un véritable ultimatum que le Tiers-Monde adresse aux pays riches qui continuent d'amasser d'énormes profits en spoliant à vil prix les richesses des pays pauvres.

L'espoir des pays industrialisés de voir le Tiers-Monde intimidé et divisé par ses manœuvres et ses menaces se révèle vain. Les pays producteurs de pétrole regroupés au sein de l'OPEP maintiennent intacte leur volonté de réajuster prochainement le prix du pétrole pour compenser l'érosion de leur pouvoir d'achat due à l'inflation qui sévit dans les pays industrialisés. Le montant de la hausse du pétrole brut préconisé par les experts qui viennent de se réunir à Vienne serait de l'ordre de 10 à 20 %. Cette hausse ne compensera pas celle des produits manufacturés que le Tiers-Monde achète aux pays riches, estimée à 30 % au minimum. La décision définitive sera prise à la Conférence de Doha (Qatar) prévue pour le 15 décembre.

Les grandes puissances qui militent en faveur de la confrontation avec le Tiers-Monde ont essuyé un autre échec en cherchant à opposer les pays du Tiers-Monde producteurs de pétrole et les pays producteurs d'autres matières premières. Intervenant devant l'Assemblée générale de l'ONU la semaine dernière, le Président du Vénézuéla, Carlos Perez, a souligné très nettement que le Tiers-Monde est uni et indivisible et que le pétrole est devenu en fait un «instrument de négociation» de tout le Tiers-Monde.

Au cours d'un séjour à Rome, ce week-end, le Président vénézuélien a violemment condamné «l'égoïsme des pays capitalistes et des nations développées en général, à l'égard du Tiers-Monde,» prenant comme exemple le domaine vital pour tant d'hommes de par le monde de l'alimentation.

«On considère naturel aujourd'hui, au même titre que l'esclavage dans le passé, le droit des pays dits développés d'avoir le privilège d'acheter des matières premières bon marché et de vendre cher des produits manufacturés et la technologie» a-t-il déclaré aux représentants de 138 pays membres de la FAO.

«La chance du Tiers-Monde, a-t-il poursuivi, est de posséder un instrument comme le pétrole qui le met en position d'égalité pour engager le dialogue indispensable et nécessaire pour créer les bases d'un nouvel ordre économique international. Le capital et la technologie ne vaudraient rien sans les produits de base que sont les produits énergétiques».

La Conférence Nord-Sud dont les travaux doivent reprendre le 17 décembre à Paris est ainsi à un tournant de son existence, lourd d'implications pour l'avenir. Les pays pauvres, quant à eux, sont bien décidés à resserrer leurs rangs pour imposer leurs droits légitimes.

Italie

INFLATION ET AUSTERITE VONT CROISSANT

Pour le premier mois d'application du plan d'austérité de la Démocratie chrétienne, soutenu par le PCI, l'Italie a battu tous ses records d'inflation, la hausse des prix pour ce seul mois ayant atteint 3,4 % ! C'est l'augmentation mensuelle la plus importante enregistrée depuis 1971. Depuis le début de l'année, l'indice des prix a ainsi augmenté de 16,7 % et le total fin 1976 atteindra vraisemblablement le record de 21,6 %.

Ce n'est pas tout. Les experts s'attendent à une nouvelle poussée d'inflation avec l'entrée en vigueur prochaine de nouvelles augmentations de tarifs comme les chemins de fer, l'électricité, le téléphone, dont l'application a été seulement différée ou les hausses attendues du prix des pâtes alimentaires et des journaux.

Ces derniers se voient d'ailleurs, à partir de cette semaine dans l'obligation de réduire leur nombre de pages, faute de papier. Les fournisseurs réclament en effet une hausse du prix du papier de 19 lires par kg, que les journaux affirment ne pas pouvoir supporter.

Le PCI de Berlinguer qui soutient explicitement le plan d'austérité du gouvernement Andreotti – car il ne ferait pas autre chose s'il était au pouvoir, ce qui demeure son objectif – vient de recevoir sa récompense. Le chef de file de la Démocratie chrétienne vient en effet de tresser des couronnes au PCI. Selon lui ce dernier pourrait «jouer un rôle important d'équilibre au sein de la communauté économique européenne». Dans une interview accordée à l'hebdomadaire américain «Business week», Andreotti déclare que «le Parti communiste italien a beaucoup progressé» et souligne qu'il est «en faveur de l'Europe».

Andreotti s'est également fait le chantre de «l'indépendance» du PCI par rapport à Moscou, affirmant qu'il ne pensait pas qu'il s'agisse là d'une «tactique momentanée». «Je crois vraiment qu'il y a quelque chose de nouveau dans les relations entre les Partis communistes italien et soviétique» a-t-il conclu.

Donnant, donnant : le PCI qui se fait l'apôtre du plan d'austérité des monopoles italiens sur le dos des travailleurs, se voit en contrepartie décerner ce nouveau brevet de «loyauté» et «d'indépendance».

Zimbabwe : les pays africains de «première ligne» renforcent leur unité

Alors que des engagements très violents se poursuivent entre les troupes racistes rhodésiennes et les patriotes zimbabwe, quatre des cinq pays africains de «première ligne» se sont mis d'accord sur une stratégie commune permanente contre toute future agression de l'un d'entre eux par les régimes racistes d'Afrique Australe. Ils ont adopté un «programme de défense commune», sans attendre une nouvelle agression des régimes racistes blancs. Ils ont dénoncé les attaques récentes contre le Mozambique pour «internationaliser la guerre et intimider le peuple du Mozambique qui aide la lutte de libération du Zimbabwe».

Belgique : Les chômeurs main d'œuvre gratuite pour les capitalistes

Une obligation vertueusement baptisée «service civil» pourrait être imposée aux chômeurs de moins de 25 ans en Belgique. C'est ce qui ressort d'une proposition d'un groupe de travail ministériel qui sera soumise la semaine prochaine au gouvernement pour accord.

Il s'agirait d'une «occupation obligatoire» de deux ou trois jours par semaine, pour des travaux tels que l'entretien de monuments et sites, des bois, forêts et parcs publics, surveillance des musées, etc. et cela sans octroi d'avantages financiers supplémentaires. Les jeunes chômeurs qui refuseraient cette obligation seraient exclus du bénéfice des allocations de chômage.

Mais la classe ouvrière belge ne laissera pas passer sans réagir une semblable provocation.

Les négociations Salt à nouveaux suspendues

Les Etats-Unis et l'URSS ont suspendu samedi leurs négociations «Salt» sur la limitation des armements stratégiques qui sont dans l'impasse depuis le début de l'année et dont on ignore quand elles reprendront.

Les deux superpuissances tentent en vain depuis plusieurs années de rédiger un nouveau chiffon de papier limitant de 1977 à 1985 le nombre de fusées et de bombardiers intercontinentaux et de sous-marins atomiques dont les effectifs sont en principe bloqués depuis 1972 jusqu'au 1er octobre 1977.

Le 24 novembre 1975, à Vladivostock, avaient été fixés les nombres-clés de la négociation (2 400 avions et fusées dont, au plus, 1 320 missiles à têtes multiples par pays) mais le désaccord se poursuit toujours entre les deux fauteurs de guerre sur l'éventuelle limitation de certaines armes, le missile «Cruise» américain et le bombardier russe «Backfire».

Il est très probable que les négociations ne reprendront pas avant plusieurs mois, tant que l'administration Carter n'aura pas remplacé celle de Ford à la Maison blanche.

Pérou : Révolte paysanne dans le Nord-Est

Trois cent paysans ont attaqué récemment, dans le Nord-Est du pays, un détachement de l'armée venue «enquêter» sur les circonstances de l'attaque d'un poste de police. Ce conflit armé aurait fait sept morts dont deux policiers, et de nombreux blessés.

Les incidents avaient commencé vers le 15 novembre quand un groupe de promoteurs d'une entreprise d'Etat ont été pris à partie par un groupe de paysans. La police, ayant aussitôt arrêté les leaders paysans, leurs camarades prenaient d'assaut le commissariat de police pour les délivrer. C'est ensuite, que les ouvriers agricoles et paysans pauvres, armés de pierres et de bâtons, ont tendu une embuscade à la patrouille militaire envoyée sur les lieux.

Namibie : Première grève dans la plus grande mine d'uranium du monde

800 mineurs africains de la mine de Rossing en Namibie (Sud-Ouest africain), la plus importante mine d'uranium du monde, entrée en exploitation cette année, ont commencé leur première grève. Leurs revendications portent essentiellement sur la structure des salaires qui leur sont versés, ainsi que sur la qualité de leur alimentation.

Le complexe minier de Rossing, sur la côte atlantique, est exploité principalement par le groupe britannique Rio Tinto Zinc et le groupe français Total uranium.

Dans la capitale, Windhoeck, les étudiants de la ville noire satellite de Katutura où vivent quelque 25 000 personnes, sont également en lutte et boycottent les cours. C'est le peuple namibien tout entier qui exige la fin de l'oppression coloniale des racistes sud-africains et l'indépendance de leur pays.

****

PÉKIN INFORMATION
1 an – 52 Nos – 21,00 F

****

nouvelles intérieures

L'election du parlement européen au suffrage universel

UNE POMME DE DISCORDE POUR LA FAUSSE GAUCHE

Le projet de référendum pour l'élection du parlement européen au suffrage universel continue de susciter des prises de position discordantes parmi les partis du Programme commun. On sait que les dirigeants du PCF pour leur part ont fait état tout comme certains dirigeants de l'UDR de leur opposition à ce projet. Il est vrai qu'ils se trouveraient très minoritaires dans un tel parlement.

Plusieurs dirigeants du PS ont quant à eux exprimé leur soutien à l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Mitterrand et Rocard ont fait dernièrement des déclarations sans ambiguité à ce sujet. De son côté, dans une interview à «Politique hebdo», le responsable des affaires internationales du PS déclare que le PS répondra «oui» à la question : «Etes-vous pour l'élection du Parlement au suffrage universel ?». Une des raisons de ce choix tient au fait que la social-démocratie qui est au pouvoir dans plusieurs pays d'Europe de l'Ouest disposerait de fortes positions au sein de ce parlement. Mais au PS, tout le monde n'est pas d'accord là-dessus.

C'est ainsi que dans une déclaration remise dimanche à la presse, Motchane, qui est un des chefs de file du CERES, affirme :« Toute anticipation hâtive à ce sujet ne peut avoir aujourd'hui que le caractère d'une suppostion irresponsable'» Certains craignent en effet qu'un référendum sur ce sujet ne soit l'occasion de faire apparaitre des points de vue contradictoires entre le PCF et le PS. C'estd'ailleurs ce que recherche Giscard d'Estaing poursuivant son objectif de casser l'«Union de la gauche» et de se concilier le PS.

TRISTE PLAISANTERIE

Alors que les patrons des forges préparent plusieurs milliers de licenciements, savez-vous ce que préparent les dirigeants du PCF ? Un référendum sur leur proposition de nationalisation de la sidérurgie ! C'est en effet ce qu'a annoncé Roland Favaro, envoyé du PCF en Lorraine. Ils prévoient d'organiser cette mascarade dans les municipalités qu'ils contrôlent comme dans les autes. Il serait bon, a ajouté ce petit monsieur, que cette «consultation électorale» se situe avant le premier tour des élections municipales. Alors que pour les travailleurs le problème est d'engager une lutte dure pour s'opposer aux projets des monopoles, les dirigeants du PCF n'ont eux qu'une préoccupation : amener les travailleurs à soutenir leurs propositions de sauvetage du capitalisme. Pour eux les travailleurs ne sont bons qu'à servir leurs projets de prétendants à la direction des affaires du capitalisme.

La «majorité» et l'élection du maire de Paris

UNE FOIRE D'EMPOIGNE POUR UN GROS GATEAU

La nomination du futur candidat de la «majorité» pour le poste de maire de Paris continue de susciter une vive controverse dans les partis gouvernementaux. Alors que Giscard d'Estaing a désigné le «Républicain indépendant» d'Ornano, l'UDR de son côté se rebiffe et refuse ce choix.

Samedi matin, Barre a à nouveau essayé de mettre au pas ses amis de l'UDR, sans succès. L'UDR a décidé de maintenir son propre candidat à cette élection. Elle a notamment dénoncé l'intervention de Giscard d'Estaing dans cette affaire.

Cette petite guerre est un nouvel épisode des rivalités auxquelles se livrent les partis au pouvoir en prévision des élection. Chacun des deux prinicipaux partis de la «majorité» cherche à obtenir la plus grosse part de ce gros gâteau que représente les municipalités. Et la mairie de Paris est un morceau qui sera particulièrement gros. Le parti bourgeois qui en prendra le contrôle disposera d'énormes moyens pour y placer ses amis et réaliser de bonnes affaires. Durant de nombreuses années, l'UDR qui était alors le parti dominant de la «majorité» en a largement profité. De la Villette à Rives Henry, ce ne sont pas les exemples qui manquent. Les «Républicains indépendants» avec Giscard à la présidence estiment maintenant que leur tour est venu d'agrandir leur part dans ce festin d'exploiteurs. L'enjeu étant importaant pour ces messieurs, parions que dans cette affaire les rebondissements ne vont pas manquer.

Hérault

Le comité d'action viticole soutient Michel Romain

Le président du Comité d'action viticole de l'Hérault, Louis Teissier, a annoncé le 17 novembre à Montpellier que les viticulteurs de département soutenaient Michel Romain, responsable du CAV de l'Hérault.

Michel Romain est en effet l'objet de poursuites judiciaires suite à une accusation du vinassier Ramel — trafiquant en vin — suivant laquelle, le dirigeant du CAV aurait proféré des menaces par téléphone à Ramel pour que soit relâchés deux viticulteurs soupçonnés en mars dernier d'avoir participé à l'attaque de la cave de Ramel.

Michel Romain a rejetté ces accusations absurdes. Les viticulteurs de l'Hérault sont appelés à se rassembler le 25 novembre dans les chefs-lieu de canton pour manifester leur solidarité active à Michel Romain et leur protestation devant la justice bourgeoise, devant laquelle Michel Romain devra comparaitre le même jour.

Dans un appel aux viticulteurs de l'Hérault, Louis Teissier a conclu qu'il «faut montrer au gouvernement que la volonté de lutte des viticulteurs n'est pas émoussée».

Ceyrac annonce une nouvelle vague de licenciements

Dans une interview qu'il a donnée vendredi au journal «Ouest-France», le président du CNPF, Ceyrac, a revendiqué bien haut le droit pour les patrons de recourir aux licenciements. *«On ne peut alourdir indéfiniment les prix de revient des entreprises en les obligeant à garder des salariés en surnombre.»* devait-il déclarer. Puis il ajoutait : *«Après une crise qui a dure deux ans, et qui se poursuit sous des formes larvées depuis un an, il nous apparait que la seule méthode, c'est le retour à la vérité. Cela peut malheureusement se traduire dans certaines entreprises par des licenciements.»* Ce qui signifie très concrètement que le patronat pour faire payer la crise aux travailleurs s'apprête à recourir à des licenciements massifs. Alors que, de source officielle, on reconnait aujourd'hui l'existence de plus d'un million de chômeurs, ce qui en réalité en représente environ 1 400 000, les propos de Ceyrac montrent que le patronat est décidé à jeter dans la misère des centaines de milliers de travailleurs et leurs familles. Ceci démontre si besoin en était, que face aux exploiteurs, les travailleurs ne peuvent avoir qu'un recours pour défendre leurs intérêts et s'opposer à tout licenciement :la force que représente l'action de masse.

Dans cette même interview, Ceyrac laisse clairement entendre ce qui se produira au début de l'année 77 quand le prétendu «blocage des prix» du plan Barre aura pris fin. Il déclare en effet qu'il «ne peut envisager une autre hypothèse que le retour à la liberté de tous les prix industriels au 1er janvier 1977». Ce qui permet de prévoir qu'en janvier 77, une nouvelle flambée des prix aura lieu.

Tout ceci est dans la logique du système capitaliste : renforcer l'exploitation des travailleurs pour préserver les profits. Contre cette logique, la seule réponse actuelle ne peut être que la lutte et la seule solution ne pourra être que la destruction de ce système par la révolution prolétarienne.

Ce n'est évidemment pas là l'avis des dirigeants du PCF. Dans une «lettre ouverte» aux chômeurs, Ballanger, président du groupe révisionniste à l'assemblée nationale, veut faire croire que *«le chômage, pas plus que l'inflation n'est fatal»*. Il veut embellir le capitalisme en faisant croire qu'il pourrait exister sans chômage ni vie chère. Mais surtout il veut ainsi faire croire qu'avec le PCF au gouvernement, dans le cadre du capitalisme, ces deux fléaux pourraient disparaitre. Séguy, quant à lui, n'y va pas par quatre chemins et, en réponse à Ceyrac, il appelle les travailleurs à réagir«*par leur vote, chaque fois que l'occasion se présentera de hâter l'heure des changements»*. Ce qui intéresse ces gens-là, ce n'est pas la défense des intérêts des travailleurs, c'est de chercher à utiliser le mécontentement populaire pour accéder au gouvernement. Pour cela, toutes les promesses sont bonnes y compris celle d'un capitalisme sans chômage ni vie chère...

AUX EDITIONS DU CENTENAIRE

Traduits du chinois :

— *L'impérialisme aujourd'hui* : **il s'agit d'un traité sur «L'impérialisme, stade suprême du capitalisme» de Lénine. L'actualité de cet ouvrage fondamental pour la compréhension du monde contemporain, ainsi que les liens entre l'impérialisme et le révisionnisme y sont clairement démontrés et illustrés. 248 p. 19,00 F**

— *Etudions l'économie politique* : **ce manuel destiné aux jeunes instruits chinois fait le tour de l'économie politique marxiste de façon claire, complète et vivante depuis l'exposé des notions de base jusqu'à la description des mécanismes plus complexes du monde contemporain. T 1 Le Capitalisme 22,00 F 292 p.**

Quelques leçons des législatives partielles

(suite de la page une)

Ces abstentions témoignent pour le moins d'un manque d'enthousiasme à élire des gens qui pourtant ne lésinent pas sur les promesses. Elles montrent que de nombreuses personnes ressentent plus ou moins confusément qu'elles n'ont rien à attendre de tel ou tel candidat.

Il est clair que les partis bourgeois vont tirer certaines conclusions de ces élections en prévision des élections législatives de 1978. Les partis gouvernementaux vont tout faire pour tenter de maintenir leurs positions tandis que les partis de l'Union de la fausse gauche vont tout faire pour tenter de renforcer les leurs. Pour le PCF, l'objectif va être de tenter de limiter ses reculs tandis que le PS va développer son ouverture en direction de l'électorat centriste.

De tout cela, on peut conclure que ce ne sont pas les promesses qui vont manquer dans la période qui vient pour essayer de gagner des électeurs.

Pour les marxistes-léninistes, il sera plus nécessaire que jamais de combattre les illusions électoralistes visant à faire croire en un changement de la situation des travailleurs par un changement de majorité à l'Assemblée nationale. Alors que le chômage se développe, il est indispensable que les travailleurs ne se fient pas aux promesses mais à leurs propres luttes pour leurs revendications. Tout en combattant la politique d'exploitation et d'oppression du gouvernement actuel de Giscard d'Estaing, les marxistes-léninistes démasqueront sans cesse le vrai visage des partis de «gauche» : celui du PS, dont les amis sont au pouvoir dans une majorité de pays d'Europe de l'Ouest et y font régner la loi du capitalisme, comme celui du PCF dont les amis sont au pouvoir dans la moitié de l'Europe et y font régner l'ordre de l'occupation militaire de de l'oppression des masses.

QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !

CONFLIT AU PORT DE PECHE A LORIENT

Un conflit de classe contre les armateurs capitalistes et les révisionnistes locaux de la CGT

Il est largement connu que, dans tous les ports de pêche et de commerce de France, la CGT détient un véritable monopole de l'embauche. Il en va évidemment de même à Lorient, où c'est le secrétaire révisionniste du syndicat CGT des ports et docks, le dénommé Marin, qui compose lui-même les équipes de travail, en ne les formant – comme il se doit ! – que de dockers syndiqués à la CGT. Mais aujourd'hui à Lorient, cette situation commence à être sérieusement remise en cause. Nous allons voir comment.

Marin ne recrute que parmi les dockers cégétistes pour former ses équipes de travail. A tel point que lorsqu'il manque de dockers professionnels et qu'il est nécessaire de faire appel à des dockers occasionnels – lesquels sont pour la plupart sans emploi – Marin intervient encore comme un véritable chef du personnel en demandant à l'armée des gars qui attendent en espérant avoir pour une fois du travail : «Quels sont, parmi vous, ceux qui sont à la CGT ?. Selon que vous y êtes ou que vous n'y êtes pas, vous serez ou vous ne serez pas choisis. A Lorient comme ailleurs, seuls les travailleurs en possession d'une carte CGT peuvent espérer se faire embaucher sur les docks. Mais cette exclusivité est en voie d'être remise en question.

Pour développer leurs profits les armateurs partent en guerre contre le monopole révisionniste

Les armateurs, ce sont les exploiteurs bien connus des travailleurs marins-pêcheurs. Ils sont propriétaires de chalutiers dont la valeur dépasse pour certains le milliard.

Récemment, le syndicat des armateurs décidait d'une part qu'à compter du 28 octobre, les dockers du port de commerce – qui sont tous à la CGT – ne seraient plus prioritaires à l'embauche sur le port de pêche ; et d'autre part qu'un corps spécialisé de dockers poissonniers serait formé, chargé essentiellement d'assurer le déchargement du poisson.

Qu'y avait-il derrière cette décision ? En cassant le monopole de l'embauche jusque là détenu par la CGT, le armateurs avaient clairement un but à atteindre dans un premier temps : renforcer leur contrôle sur le personnel et sur le travail de débarquement du poisson sur ce port de pêche. Mais cette mesure qu'ils viennent de prendre laisse également entrevoir qu'à terme les armateurs envisagent de licencier des dockers «pour cause économique», et ainsi de renforcer la surexploitation des marins-pêcheurs en les obligeant à débarquer eux-mêmes au retour de la marée le poisson pêché. Dans l'esprit des armateurs, il s'agit sans doute de préparer le terrain à ces futurs licenciements : une fois brisé le monopole de l'embauche de la CGT, ils doivent penser avoir les mains plus libres pour licencier comme bon leur semble des dockers professionnels (l'expérience de la presse parisienne, où la CGT a également le monopole de l'embauche, montre en fait que monopole de l'embauche ou pas, les patrons ont toujours l'entière faculté de jeter au chômage des travailleurs ; la question, la seule question, demeurant celle de la mobilisation massive des ouvriers, et de la faculté qu'ils ont de créer un rapport de force favorable, d'engager la lutte classe contre classe, qui, seule, peut barrer la route au patron et l'empêcher de licencier).

La direction du syndicat CGT des ports et docks défenseur des travailleurs en parole défenseur des capitalistes en réalité

Depuis plus de dix ans, aucun emploi n'a été créé chez les dockers professionnels, et cela par la volonté des dirigeants révisionnistes. D'un point de vue de classe, il était indispensable, depuis déjà plusieurs années, d'organiser la lutte des travailleurs du port pour obtenir la création d'emplois de dockers professionnels. Ce n'est évidemment pas en se contentant d'adresser trois lettres à Lanlo, président du syndicat des armateurs, pour lui réclamer timidement des places, que l'on pouvait aboutir à la création de nouveaux emplois. Procéder ainsi, c'est nier la nécessité de créer un rapport de force.

La vérité est que si les dirigeants révisionnistes ont envoyé ces lettres, c'est simplement parce qu'ils voulaient tromper les travailleurs et avoir l'air de les défendre. Mais ce faisant, ils ne prenaient pas beaucoup de risques. Leur intérêt à eux n'est pas de voir se créer de nouveaux emplois, bien au contraire. Ce qu'ils veulent, c'est :

1) Laisser se développer la pratique du cumul des emplois. Beaucoup de dockers professionnels avaient jusqu'au 28 octobre la possibilité de travailler le jour au port de commerce, et la nuit au port de pêche. De sorte que certains d'entre eux se faisaient des salaires mensuels allant jusqu'à 5 000 F, tandis que les dockers occasionnels ne trouvaient pas de quoi gagner leur croûte. En se retranchant derrière le fait qu'une loi de 1947 disposait que «les dockers professionnels sont prioritaires à l'embauche sur tous les ports de pêche, de commerce et fluviaux», les dirigeants révisionnistes s'opposent dans les faits au juste mot d'ordre : du travail pour tous.

Cette pratique doit être combattue car elle entretient et renforce une division dans les rangs de la classe ouvrière entre d'un côté des travailleurs qui ont un emploi, et de l'autre des travailleurs qui n'en ont pas.

2) Maintenir en place une situation qui leur soit favorable dans le cadre d'une possible arrivée de l'Union de la gauche au pouvoir. La pratique du cumul des emplois aboutissait à ce que les deux ports, commerce et pêche, fonctionnaient pratiquement avec le même personnel.

Cela facilitait de façon évidente le contrôle que les révisionnistes tentent d'exercer sur les travailleurs. Et cela leur permettait entre autres de ne pas laisser se développer la combativité des travailleurs face au capitalisme qui veut leur faire payer les frais de la crise. Les révisionnistes qui espèrent un jour gérer eux-mêmes le capitalisme ont tout intérêt à cela. De même qu'ils ont tout intérêt, dans ce cadre, à faire fonctionner aujourd'hui le port avec le minimum de travailleurs pour faire demain le maximum de profits sur leur dos.

De gauche à droite : Besnard, un des principaux PDG du port de Lorient et de la région, au centre Lagarde (PS), maire de Lorient, à droite Marchais et à l'extrême droite, on peut apercevoir Maurice (PCF), maire de Lanester, ville rattachée à Lorient.
Cette photo a été prise lors de la visite de Marchais à Lorient en octobre 76, elle laisse percevoir fort bien la collaboration de classe entre d'un côté les représentants du Programme commun et de l'autre la maffia locale, les plus grands exploiteurs du port de pêche de Lorient et de Concarneau. Le but était également de rassurer ces gros de la pêche, de leur dire que le Programme bourgeois de la gauche ne remettait en rien le profit de ces derniers et que par conséquent «Monsieur Besnard, soyez rassuré, vous pouvez voter pour nous, il n'y a aucun risque» !

Une façon habile de détourner la lutte des travailleurs de sa cible : les armateurs capitalistes

La tactique juste, conforme aux intérêts immédiats des travailleurs des ports et docks, est indiscutablement celle qui consiste pour les travailleurs du port de commerce à engager la lutte, pour des conditions de travail et de vie meilleures, sur le port de commerce.

Ceci conduit inévitablement à la création d'emplois permanents au port de pêche. Face à cela, les dirigeants ont dévoyé la combativité des dockers en leur disant que la seule solution était de bloquer le déchargement des bateaux de pêche. Ainsi, ce n'était plus une lutte de classe contre les armateurs mais la division même entre marins-pêcheurs et dockers ayant pourtant le même ennemi : les armateurs. L'action menée par les révisionnistes sert uniquement à préparer les privilèges d'une seule partie des travailleurs au détriment des autres. Les moyens employés (coups de poings, menaces de mort, insultes contre tous ceux qui s'opposaient à ces manœuvres et défendaient la création d'emplois au port de pêche) suffisent à démontrer le caractère non prolétarien, mais réactionnaire de cette action.

Pour certains des dirigeants CFDT l'important c'est qu'il faille au sein de l'Union de la gauche, contre balancer l'influence PCF-CGT ; cela n'est pas la préoccupation des travailleurs. En effet, des dockers ayant dû prendre leur carte CGT pour être embauchés se sont rapidement rendus compte de positions de ce syndicat et l'ont manifesté en créant une section CFDT. Ses revendications actuelles sont création d'emplois fixes au port de pêche pour la centaine d'intérimaires, venant tous les soirs à l'embauche mais n'étant pris que de temps à autre et la suppression de l'embauche au port de pêche, des dockers du port de commerce.

....

Ce qui se passe, au port de Lorient, depuis une quinzaine de jours démontre que, face à l'exploitation, la ligne politique révisionniste défendue par ses dirigeants CGT aujourd'hui vise bien à préparer la survie du système capitaliste.

Correspondant HR

ARRACHER LA CLASSE OUVRIERE AU REVISIONNISME

par Jacques JURQUET

Recueil de textes de 1965 à 1971 présentés par Camille Granot
publié aux Éditions du Centenaire
disponible sur commande à :
E.100 24 rue Philippe de Girard 75010 Paris

Prix : 30 F

ACHETEZ TOUJOURS L'HUMANITE ROUGE DANS LE MEME KIOSQUE

Occupation d'une usine d'accessoires automobile dans le nord

Les 68 salariés de l'entreprise «Profil-nord France» de Sinle-noble près de Douai, en grève depuis mardi, ont occupé les locaux jeudi, après avoir constaté que la plupart des machines et des presses «avaient disparu», selon les responsables syndicaux. La grève, avait été déclenchée pour appuyer des revendications salariales, et notamment l'augmentation des primes de fin d'année.

26 travailleurs licenciés à Nantes

26 travailleurs sociaux, ont décidé d'occuper l'Association des «centres d'action éducative», de Nantes, à la suite de la suppression de ces centres et de leur propre licenciement.

L'Association avait été mise en réglement judiciaire le 4 novembre dernier par le tribunal d'instance de Nantes, lequel devra rendre un nouveau jugement prononçant la liquidation des biens de l'Association.

FAIRE AVANCER LA COORDINATION DES LUTTES

La troisième réunion de travail regroupant des entreprises occupées et en lutte contre les licenciements vient d'avoir lieu à Clermont-Ferrand dans les entreprises SCPC et Copeno-Book.

Par une conférence de presse, les travailleurs représentant plusieurs entreprises occupées ont précisé les objectifs qu'ils se fixent dans le cadre de la coordination des luttes.

Après avoir insisté sur le fait que le seul but n'est pas de créer une troisième force à côté ou contre les syndicats CFDT et CGT, mais de faire avancer l'idée de la coordination des luttes dans les organisations actuelles, l'analyse suivante a été développée :

Le chômage se développe. 33 000 entreprises, surtout des PME, ont fermé depuis deux ans, 250 usines sont actuellement occupées. Face à l'isolement et au danger de pourrissement, il n'est plus question de s'en sortir seul. Partout, nous sommes en face des mêmes problèmes et d'une même politique de restructuration du capital. Il ne faut donc pas prendre les problèmes un par un mais s'unir face à une politique commune, notamment pour organiser la lutte pour l'emploi. L'objectif ainsi fixé de rompre l'isolement des entreprises occupées est d'organiser l'union des travailleurs dans la lutte pour l'emploi.

A cet effet, il est rappelé que seule la création d'un rapport de force puissant en faveur des travailleurs permettra d'imposer la réembauche de tous. «Car, disait-on, *pour nous, c'est une question de principe, nous exigeons la réembauche de tout le personnel, et cela, là où nous sommes. En effet, nous considérons comme une atteinte à la liberté le fait de ne pas pouvoir travailler dans le pays de son choix. Si dans la logique capitaliste, Lip n'est pas viable, nous nous disons que nous voulons continuer à travailler à Besançon. La fermeture d'entreprises dans certaines régions correspond à la concentration du capital qui condamne à la mort ces régions*». «*Pour imposer nos solutions*, disait-on à cette conférence de presse, *c'est aux travailleurs en lutte de décider des solutions acceptables, et ce, compte tenu du rapport de force que nous pourrons créer.*» Pour cela les représentants des entreprises présentes ont défini deux axes d'action prioritaires.

1) Poser la question de la coordination des luttes à l'intérieur des syndicats, car il ne s'agit pas de créer un troisième syndicat, mais d'amener les confédérations à jouer le rôle qui doit être le leur, et ce à tous les niveaux, UL, UD, syndicats, fédérations, confédérations, et briser le corporatisme au sein de ces syndicats. «*Les problèmes vecus dans nos entreprises sont communs, quelles que soient nos fédérations. Il faut confronter nos expériences et mener la lutte ensemble*». «*Dans nos entreprises*, disait-on, *dans les faits le chauvinisme d'appareil ne joue plus. Seule joue l'unité des travailleurs dans la lutte*».

2) Le deuxième axe prioritaire est d'intéresser à la coordination des luttes, les autres entreprises occupées. Il s'agit de populariser ce projet, notamment par la vente des jeux Lip, SCPC, Copono-Book, etc. «Cet élargissement ne pourra se faire sans une réelle prise en charge de la coordination des luttes par les syndicats. Alors, ce ne serait pas 15 entreprises qui seraient dans la lutte, mais peut-être plus de cent».

Si nous partageons intégralement le souci et la volonté des porte-paroles de la coordination des luttes, qui contre vents et marées, poursuit son action et enregistre même quelques succès, sur le plan d'une liaison réelle et efficace entre entreprises occupées pour le maintien de l'emploi, nous ne pensons pas que cela soit susceptible d'imposer aux organisations syndicales et à leurs directions confédérales une juste attitude. En effet, c'est d'abord et avant tout, sur le contenu et les objectifs d'une telle coordination, qui pour être conséquente, doit remettre en cause le système capitaliste lui-même, que repose les divergences. Les directions syndicales sont prêtes à coordonner des centaines de luttes, à condition qu'elles «tiennent le manche» et que cela serve les objectifs d'arrivée au gouvernement de l'Union de la gauche ; sinon ellescombattront toute initiative qui ne se plie pas à leur diktat, comme elles l'ont fait déjà dans le passé et le présent. L'avenir de la coordination des luttes n'est pas principalement dans le nombre d'entreprises coordonnées, à la base et dans l'action, mais dans la ligne politique anticapitaliste et antiréformiste ou révisionniste qu'elle doit suivre.

L'école au service de qui ?

LA PAROLE A LA CLASSE OUVRIERE

A propos d'une expérience «d'école ouverte» à Dunkerque, organisée par la section CFDT d'Usinor.

Samedi 13 novembre, à la MJC de Dunkerque, la CFDT et plus précisément la section d'Unisor-Dunkerque, et le secteur SGEN, organisaient une opération «école ouverte». Il faut noter de suite un élément extrêmement positif : la conception de cette journée a été élaborée *en commun* par les enseignants et les travailleurs d'Usinor. Deux ouvriers, délégués d'Usinor, et le secrétaire général de l'UIB étaient à la tribune, les travailleurs étaient une trentaine sur 90 - 100 participants, et ce sont eux qui ont réellement mené le débat. Pour une fois, les enseignants n'«informaient» pas les autres, les parents, ouvriers et travailleurs, mais un dialogue effectif avait lieu, orienté par la classe ouvrière et les problèmes concrets qui se posent à elle.

Des panneaux, extrêmement soignés et illustrés de nombre d'exemples sur la région, montraient que l'école *est au service de la bourgeoisie.*

L'école n'est pas «neutre», mais reproduit la division en classes, la division entre travailleurs intellectuels et travailleurs manuels.

Des graphiques sur l'orientation des élèves et leur répartition selon leur classe d'origine, l'explication de la loi Royer et de la réforme Haby accentuant les inégalités sociales, faisaient clairement apparaitre ce rôle fondamental de l'école bourgeoise.

La loi Royer favorise la main d'œuvre à bon marché, l'exploitation du monde ouvrier : des exemples : – chez «Saveco», un roulement de stagiaires venant de différents établissements de la région, permet de réduire le nombre de vendeuses ; – chez «André», 2 préapprenties en alternance, et quelques jeunes filles du Centre de jeunes filles de l'Assistance publique ... et le tour est joué ; – dans un salon de coiffure, une préapprentie sans contrat et 2 préapprenties non payées, présentes les mercredi... samedi... et aux vacances. *Les centres de préparation à l'apprentissage (CPA)* donnent les futurs chômeurs. Des exemples :

1– Je m'appelle Claudie. J'ai 15 ans. Je suis en CPA, en stage à Auchan, j'ai découpé de la béchamel en bandes de 1 cm. De retour à l'école, j'ai découpé du «papier» à la lame à rasoir. Sur mon cahier de stage, il était écrit : «doit apprendre à découper avec plus de régularité».

2– Renée, élève de CPA en 74-75 : après quelques contrats de 1 mois à Auchan, n'a pas été reprise parce qu'elle aurait dû être embauchée définitivement. En octobre 76 elle est toujours chômeuse.

3– Maryse, élève au CPA en 74-75 : après quelques mois de chômage, trouve un travail comme employée de maison ... logée et nourrie à 400 F. par mois, et non déclarée ...

4– Patricia, élève de CPA en 74-75 : a effectué ses stages au restaurant d'entreprise d'Usinor. Le gérant ne peut l'embaucher à ses 16 ans. Motif : il faut avoir 18 ans ... En octobre 1976, elle est toujours chômeuse.

L'école «prête» 180 élèves, soumis et disciplinés, au patronat pendant 16 semaines, alternativement en stage et en classe ; 40 heures par semaines. Et le meilleur c'est que pour dédommager le patronat de son «service», l'Education nationale lui verse 250 F par an et par stagiaire !

L'école qui forme les chômeurs. L'école du système capitaliste subit les effets de la crise et s'adapte à elle.

Chiffres sur Dunkerque : 4 200 chômeurs dont 2 800 femmes, 1 800 ont moins de 25 ans.

Enfin, l'exposition se terminait par des panneaux : «L'illustration de la réussite», créé par la bourgeoisie, «Le droit à l'emploi. Un droit pour tous», «A l'école comme ailleurs, le pouvoir aux travailleurs», reprenant les revendications et plate-forme du SGEN et de la CFDT.

Mais plus encore que ces panneaux, le débat, extrêmement concret, qui suivit, mérite d'être signalé. Dès le début, un ouvrier d'Usinor posa la question : «Comment les travailleurs peuvent-ils intervenir dans l'école ?»

La discussion s'engagea autour de ce thème : «A qui appartient l'école ?» et à travers les interventions, la réponse était claire, de la netteté qui caractérise les positions de classe prolétariennes : *à la bourgeoisie !*

Plusieurs aspects de cette domination de la bourgeoisie sur l'école apparurent et tout d'abord l'oppression du *langage* même, l'oppression *par le savoir.*

– langage «technique» de l'orientation, jargon qui abuse les parents. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple simple, passer en 6e C ou E signifie orientation vers le CET, mais cela, les profs le savent, les parents l'ignorent.

– langage «technique» aussi, et *trompeur* des réformes. Comme la dernière en date d'Haby, qui colore en rose bonbon le renforcement de la sélection. Et à chaque nouvelle réforme, les parents dovient essayer à nouveau de comprendre, et surtout, de deviner les pièges tendus !

– enfin le langage étranger aux masses populaires, le langage de la bourgeoisie véhiculé dans les livres, et par beaucoup de profs eux-mêmes.

Langage de la bourgeoisie, programme et contenus choisis par la bourgeoisie, points de vue et analyse de la bourgeoisie ! Et l'on s'étonne que les enfants des travailleurs se taisent à l'école. Mais leur donne-t-on les moyens de s'exprimer dans une telle école, où, au surplus, on les culpabilise en reprenant leurs «fautes de français».

Ainsi qu'un prof de CET le disait, les enfants en arrivent à dire eux-mêmes : «Je suis con, puisqu'on m'a mis en CAP» !

(A suivre).

LICENCIEMENTS COLLECTIFS AUX TANNERIES FRANCAISES REUNIES

La direction des «Tanneries Françaises Réunies» a annoncé, vendredi, qu'elle procéderait, au début 1977, au licenciement collectif de 172 salariés de son usine du Puy (Haute Loire) et de 38 salariés de son unité de Bort les Orgues (Corrèze). Cette décision a été rendue publique au cours d'une réunion de Comité d'Entreprise qui se tenait au Puy.

A l'annonce des licenciements, une centaine d'ouvriers se sont rendus à la mairie et à la préfecture où ils ont déposé une motion dénonçant l'attitude du maire et du préfet «qui ne se sont jamais inquiétés réellement de la situation» de cette usine.

«La société nouvelle d'exploitation des Tanneries françaises réunies», constituée en février 1975, gère depuis cette date et pour une période de 2 ans l'ancienne société des «TFR» qui regroupait 3 usines à Annonay (Ardèche), le Puy (Haute Loire) et Bort les Orgues (Corrèze), mais elle n'a conservé que les unités du Puy et de Bort les Orgues et emploie au total 1 250 personnes.

«UNE SEMAINE COMME UNE AUTRE»

ou l'oppression de la femme en URSS

Une semaine comme une autre serait une histoire comme une autre, si l'auteur n'était une Russe décrivant la vie de tous les jours d'une femme en URSS. En effet, si la vie décrite dans ce livre semble à priori banale pour une femme d'un pays capitaliste comme la France, elle prend un aspect surprenant quand on sait qu'elle se situe en URSS, où la femme est soi-disant l'égale de l'homme. Mais à la lecture de ce récit, il est clair que dans ce pays qui ose encore se prétendre socialiste, la femme est aussi opprimée qu'en pays capitaliste.

Tout au long du récit, nous voyons une femme que nous connaissons bien : accablée par les tâches domestiques, se méfiant de ses supérieurs dans le travail, et de la société tout entière en général, dont elle n'a aucune aide à «attendre», aucune amélioration à obtenir.

L'impression générale qui ressort du récit est étouffante, opprimante : manque de temps, précipitation perpétuelle. L'oppression de la femme soviétique apparait alors à plusieurs niveaux : niveau du travail domestique, niveau des liens avec le mari, niveau du travail social, niveau de l'État, enfin.

En ce qui concerne le travail domestique, les tâches à accomplir par le personnage d'Olga sont si nombreuses qu'on la voit toujours courir, se dépêcher pour «y arriver». Laver coudre, repasser, s'occuper des enfants, de la cuisine, du ménage, encore et toujours, courir en allant au travail, courir en revenant. Comme on est loin de la femme libérée par le socialisme, comme on est près de n'importe quelle femme du peuple en France.

Et croyez-vous que dans ce pays «socialiste» (!) qu'est l'URSS, le mari est éduqué pour partager les tâches ménagères avec sa femme, et la laisser prendre une place dans la société ? Pas du tout. Le mari d'Olga qui est d'ailleurs présenté comme un bon mari, se met les pieds sous la table, se contente pour tout travail ménager de vider une poubelle, rechigne à chaque fois que sa femme bousculée, accablée de travail, épuisée, lui «demande» simplement un service :

«Dima (le mari) aime bien boire son thé, tranquillement, regarder le journal, lire un peu. Moi (la femme) je fais la vaisselle, ensuite je lave les affaires des enfants.. Je raccommode... je prépare tous les vêtements pour le matin. Là-dessus Dima *m'apporte* son manteau, on lui a arraché un bouton dans le métro. Il faut encore balayer...»

Dans son travail social, Olga vit toujours dans la crainte d'arriver en retard. Car ses chefs, comme n'importe quels chefs capitalistes, la convoquent, la rappellent à l'ordre, lui passent «un savon». Pas question pour eux, de chercher à comprendre pourquoi les femmes sont fatiguées, absentes ou en retard, pas question d'améliorer leurs conditions de vie et de travail, pas question de les soutenir dans leur lutte pour l'émancipation. Non. Face à l'absentéisme, à l'inattention, aux retards des femmes, les chefs d'URSS, révisionnistes, appliquent la solution des bourgeois : la répression.

L'État «socialiste» enfin, apparait comme un État bien loin des intérêts des travailleuses, dans lequel celles-ci n'ont aucune confiance et qui leur ferme la porte de l'émancipation. L'État apparait dans le récit au travers d'un questionnaire d'enquête sur les conditions de vie des femmes. Les femmes travailleuses le ressentent comme une enquête policière, cherchant à comptabiliser leurs retards au travail par des moyens détournés, à leur faire «avouer» ce qu'elles ne disent pas au travail. Les femmes du récit s'en méfient, et en ont même peur : «Qui — dit Olga — a inventé cette enquête ? A quoi va-t-elle servir ? D'où vient-elle ? Je la tourne et la retourne...»

File d'attente devant un magasin d'alimentation en Union soviétique.

Il n'est pas question ici de démocratie directe, prolétarienne entre les travailleuses et leur Etat, mais bien plutôt de rapports policiers dans un pays révisionniste social-fasciste. Car tout ce récit «une semaine comme une autre», en apparence si anodin, révèle avec une clarté étonnante, la véritable nature de l'URSS : capitaliste et social-fasciste.

Une lectrice.

****

«Une semaine comme une autre» de Natalia Baranskaia - Collection «Des Femmes» - Prix : 32 F.

Vu par "heures claires"

«Heures claires», organe de l'union révisionniste des femmes françaises livre sa propre appréciation sur ce livre .

Le fait que «Beaucoup de lectrices (de la France capitaliste !) se retrouvent dans les soucis d'Olga» est un aveu du système bourgeois qui règne en URSS!

J'ai beaucoup aimé cette longue nouvelle. L'héroïne : une jeune femme qui fait de la recherche scientifique, spécialiste dans le domaine des polymères. Elle a «des boucles emmêlées, un visage de gamin», un mari, deux enfants. Elle ne cesse de se dire qu'elle a beaucoup de chance : un travail intéressant, un mari avec lequel elle s'entend, deux petits enfants (garçon et fille), et même —chose qui n'est pas évidente à Moscou— un appartement individuel.

Mais ces «chances» n'empêcheront pas Olga de se poser beaucoup de questions. Ce n'est pas simple d'avoir des responsabilités dans un laboratoire, un plan de travail à remplir, et d'être en même temps mère, maîtresse de maison et épouse qui aimerait se retrouver avec son mari. Parfois, les nerfs d'Olga craquent, et elle reproche à Dima , son mari, de lire tranqillement une revue tandis qu'elle s'occupe des enfants. Mais quoi? Dima l'aime... Beaucoup de lectrices se retrouveront dans les soucis d'Olga», maîtresse de maison

POUR CORRESPONDRE PAR TÉLÉPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;

2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;

3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.

En système capitaliste

LES FEMMES PREMIERES VICTIMES DU CHOMAGE

La crise actuelle accentue et révèle toutes les maladies les plus honteuses du système capitaliste.

Nous citions hier dans nos colonnes une enquête bien instructive de la SOFRES concernant le chômage. Elle nous apprend, entre autres, que les femmes fournissent le plus gros contingent de chômeurs, jusquà représenter 68 % de ceux de moins de 25 ans !

Il n'est d'ailleurs pas besoin de l'enquête de la SOFRES pour s'en rendre compte : il suffit pour le constater de regarder un peu les files d'attente pour le pointage !

Dans le même temps plusieurs suicides (notamment dans l'enseignement) ont montré jusqu'à quel désespoir le capitalisme plonge les femmes !

Pourtant, on s'occupe d'elles : — le gouvernement a mis sur pied une délégation à la condition féminine, un comité du travail féminin et autres commissions chargées «d'étudier les mesures propres à améliorer la situation, l'accès à l'emploi des femmes» notamment. —Dans ce domaine, comme il se doit, la «gauche» va plus loin, PCF en tête : ce dernier, en la personne de Marchais, se bat pour la présence des femmes pour 1/3 ... sur les listes électorales aux municipales d'abord, aux législatives ensuite et avec fermeté. «Nous montrerons du doigt les villes où le mot d'ordre n'aura pas été appliqué: Ainsi, nous parviendrons à faire reculer les misogynes». Monsieur Marchais fait bien d'éclairer ainsi notre lanterne sur les causes de nos malheurs. Pour lui, en effet, bien trop de femmes ont aujourd'hui tendance à les voir dans le capitalisme et à reconnaitre en Marchais un de ses fervents défenseurs.

N'en déplaise à ces messieurs, la lutte des femmes se développera inéluctablement et avec elle la conscience de la voie à suivre et qui est à l'opposé de celle que suivent les Giscard, Chirac, Mitterand,Marchais, bourgeois de droite ou de gauche.

Une vie d'immigrée espagnole

De leurs frères immigrés, on parle parfois un peu, très peu dans la presse. D'elles jamais. Elles sont pourtant des milliers de femmes immigrées, nos sœurs espagnoles, italiennes, tunisiennes, antillaises... victimes de l'exploitation rapace des capitalistes français. Victimes aussi des insultes, des grossièretés, du mépris, de la solitude. Le témoignage de cette femme immigrée, un parmi tant d'autres, révèle aussi la somme de colère et de révolte que peut engendrer une telle vie.

Dans le grand combat pour préparer le triomphe de la Révolution prolétarienne, les femmes immigrées ont toutes leur place.

Je travaillais dans les vestiaires... Je suis tombée enceinte... Je suis rentrée ensuite dans une usine électronique où le salaire des femmes était 50 % de moins que celui des hommes.

Je n'avais pas droit à la crèche, j'ai mis ma fille dans une famille, ce qui me prenait 15 % de mon salaire. Je vivais dans une petite chambre car il m'était impossible d'avoir un appartement car j'étais étrangère. J'ai donc ramené ma fille en Espagne et j'ai changé de travail et de maison.

Je suis rentrée dans une fabrique de montres où je devais faire 7 000 pièces par jour, je n'en faisais que 3 000.

Mes horaires étaient 6 h 30—12 h 15, j'avais quelques minutes pour manger puis je travaillais jusqu'à 18 heures. Je rentrais ensuite chez moi à 15 km. Avec mes tâches ménagères, je travaillais 17 heures par jour. J'avais 2 filles et je n'ai pu m'en occuper. La plus grande restait seule à la maison. La petite restait à la crèche qui me coûtait 9 jours de travail. Je suis épuisée sur le plan nerveux à cause du rythme de travail. J'ai vécu cette vie pendant 13 ans.

Le calendrier 1977 de l'Humanité rouge est disponible à partir de cette semaine. La formule est enrichie par rapport à celle de l'année dernière. Nous demandons à tous nos camarades de prévoir une diffusion la plus large possible de cet outil politique, qui sera vendu au prix de souscription de 10F minimum.

culturel

A la télévision du 23 au 29 novembre

MARDI 23, A2, 20 h 30
Les dossiers de l'écran :
«Tous des Chefs». Les cadres.

«Tous des Chefs» est le titre du téléfilm projeté aux dossiers de l'écran ce soir. Il semble que «l'avenir radieux» des cadres promis à la participation, à la gestion du grand capital soit bien compromis. Faut-il pleurer dessus ? Faut-il faire comme les révisionnistes du PCF : promettre aux cadres qu'avec le Programme Commun, ils pourront enfin être reconnus «à leur juste place» et participer «démocratiquement à la gestion des entreprises», rôle qu'ils partageront avec les ouvriers des entreprises ? Non, car ceci revient à sacrifier, pour le moins, les intérêts de la classe ouvrière à ceux du capitalisme toujours sur pieds. Certains cadres ont compris cela, comme ceux des centres de la SEP (Société Européenne de Production) qui mènent le combat contre les licenciements au coude à coude et sur la base des intérêts de classe des ouvriers de la SEP

JEUDI 25 TF1 21 h 20
soixante minutes pour convaincre :
(Charles Delbasch)

Pour ou contre la sélection à l'université ? Il semble démocratique de dire contre. Et tout le monde mène le jeu. La droite est radicalement pour. L'Union de la gauche est absolument contre. Mais là-dedans que dit-on de l'université ? Alors là tout le monde est d'accord pour dire : archipour.

L'Université est l'instrument qui sert à former les cadres supérieurs de la bourgeoisie. Elle est liée aux intérêts économiques des capitalistes. On comprend que la droite traditionnelle soit pour la sélection. Quant à l'Union de la gauche elle propose une réforme «radicale» : que les syndicats (qu'elle dirige) aient leur mot à dire dans la liaison université-industrie.

Solution typiquement capitaliste «nouvelle manière». L'université continuera à former les agents chargés de servir le capital, d'encadrer et d'asservir le peuple, mais la prétendue gauche aura son mot à dire dans la méthode à utiliser.

Les ouvriers continueront à trimer dans les usines et les cadres à les encadrer, ceci dans la «meilleure des démocraties». Mettre en avant la sélection est la solution typiquement réformiste. Même s'il y a quelques fils d'ouvriers chez les cadres, qu'est que cela change ?

VENDREDI 26 — A2 — 22 H 45
Ciné-club : «Les noces»

«Les noces» est un film polonais de Wadja, tourné en 1972. Un poète se marie avec une fille paysanne. Notables, artistes et intellectuels se mélangent aux paysans pour fêter «comme il se doit» ce mariage.

Dans ce film, l'action réelle (la noce) va s'élargir pour aboutir à une vision irréelle (rappels historiques qui se confondent avec le présent).

Ainsi les rapports «pacifiques» entre les intellectuels et les paysans ne sont que tromperie : en fait, ils se haissent. Wadja l'explique historiquement : «... En 1846, c'est l'année du «printemps des peuples» où, en utilisant le mouvement international des peuples d'Europe, le gouvernement d'Autriche-Hongrie a lancé les paysans polonais contre les nobles de la campagne. Ces familles de la noblesse de la campagne étaient des centres de patriotisme, de résistance, une incarnation de tout ce qui était polonais (la Pologne était démembrée depuis 1815). (...) Le gouvernement de Vienne avait en effet intérêt à faire anéantir l'intelligentsia polonaise en se servant des paysans comme instruments».

Ainsi ces visions du passé se veulent révélatrices de l'incompréhension entre le peuple et les intellectuels (mais quels intellectuels ?). Même si Wadja se contente de dire «je ne vois pas de lien direct entre le film et la réalité», nous nous apercevons de la haine envers les paysans polonais que porte la nouvelle bourgeoisie au pouvoir aujourd'hui qui a usurpé le pouvoir aux travailleurs et dont Wadja est partie prenante.

VENDREDI 26 — FR3 — 20 H 30
Service public : Les prix littéraires

Pour si peu qu'on s'y intéresse, l'attribution de prix littéraires chaque automne est cependant un reflet de la vie culturelle. Il y a bien sûr l'aspect «fric», les accords passés entre tel auteur, ou tel membre de jury, et une maison d'édition, la priorité dans les journaux, etc.

Mais ce phénomène comporte un autre aspect, certes beaucoup plus noble : il parait que «les Français» ne lisent guère. Il s'agit donc de choisir pour eux quelques lectures saines, c'est-à-dire conformes à l'idéologie dominante — celle des classes dominantes au point de vue économique et politique — qui trouve là un canal de plus pour occuper une place forte dans l'ensemble de la société et prétendre ainsi à son rôle d'idéologie de «tout le monde», au-dessus des classes. Comme le disait l'écrivain chinois Lou Sin, si des créations prétendument populaires sont appréciées d'une société où le peuple lui-même occupe une position si basse, cela prouve seulement que ces créations se sont déjà détachées du peuple pour se conformer à l'idéologie dominante.

DIMANCHE 28, FR3, 20 h 30
L'homme en question : Guy Drut

On aimerait bien avoir, dans cette émission, quelques «révélations» sur les dessous pourris du sport officiel et international. Drut, personnage très antipathique et qui ne cache pas son attachement à Chirac, ne semble pas avoir été mû par les meilleurs sentiments quand il a «protesté» contre le système de l'amateurisme. Règlements de compte ? Coup d'éclat publicitaire ? En tous cas, en voilà un qui, après avoir protesté contre les «enveloppes» offertes aux amateurs, ne refuserait certainement pas celles offertes «légalement» aux professionnels, comme il le reconnait lui-même, enveloppes qui permettent à un footballeur comme Beckenbauer du «Bayern» de Munich de toucher 10 millions de francs (anciens) par mois

LUNDI 29 A2 21 h 55
(Les années Bonheur : 1936)

1936 : une année clef dans l'histoire du mouvement ouvrier français. Unis dans les luttes dures dans les usines et les campagnes, affrontant les flics, désignant clairement l'ennemi derrière les milices fascistes — le grand capital — le prolétariat et le peuple français réussissent ce qui a échoué en Allemagne et en Italie : barrer la route au fascisme. Ils remportent les plus grands succès revendicatifs de l'histoire du prolétariat. Mais en même temps, le réformisme se fait jour dans les directions des partis et des syndicats.

L'idéal révolutionnaire s'émousse et les solutions «économiques» prennent le pas dans les syndicats. Cela transparait dans les relations souvent troubles avec la social-démocratie de l'époque. Il y a des victoires à double-sens.

Dimanche dernier sur TF1

QUEIMADA

film de Gilles Pontecorvo

Première moitié du 19e siècle : le passage du colonialisme au néo-colonialisme dans une petite île sucrière des Antilles, et la lutte du peuple pour sa libération.

Un film plein d'enseignements sur l'évolution du capitalisme.

— «Un travailleur salarié est plus rentable qu'un esclave.»

— «Et si ces esclaves, une fois libres, voulaient devenir patrons ?»

C'est en effet ainsi que peut se résumer la contradiction principale pour cette nouvelle bourgeoisie issue du colonialisme portugais.

Une bourgeoisie qui va sortir, en utilisant la juste lutte du peuple contre un système féodal et l'esclavage, du carcan portugais, pour tomber sous le joug néo-colonialiste de la Compagnie sucrière, monopole anglais.

On voit très bien l'interaction entre les décisions du gouvernement anglais et les intérêts de la Sugar compagny, par l'intermédiaire de cet homme, d'abord au service de l'un, puis de l'autre, et pouvant encore alors appeler à l'aide les soldats britanniques.

On voit aussi un gouvernement bourgeois, sans soutien réel du peuple (et pour cause !...) n'être qu'un fantôche de la Sugar compagny, faisant appel à elle pour mater les révolutionnaires et fusillant un président, jugé «trop tiède».

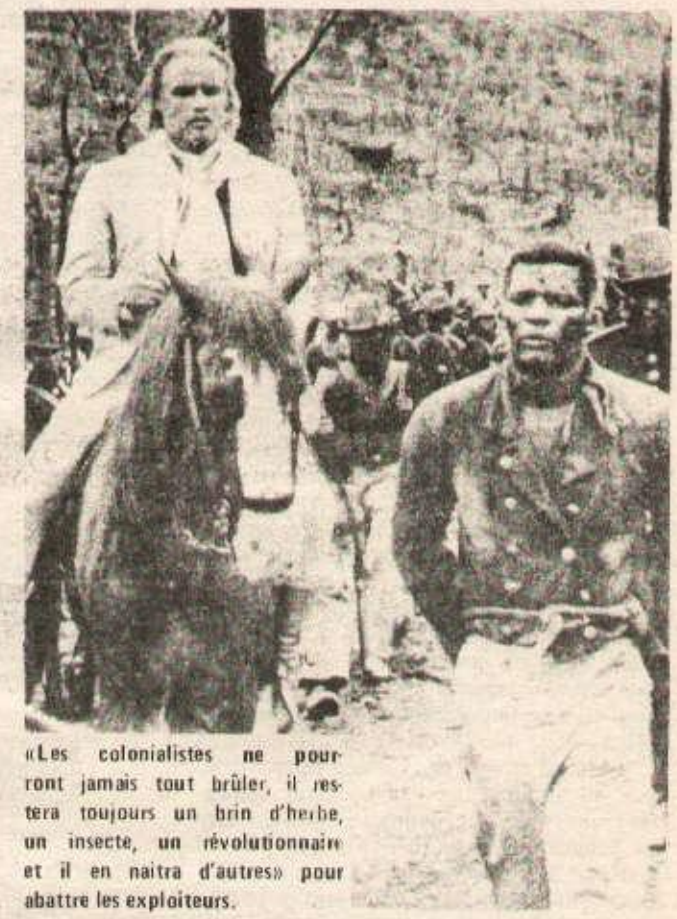
Face à cette bourgeoisie impuissante, le peuple de l'île, coupeur de cannes à sucre, incarné et dirigé par un José Dolores dont la prise de conscience progressive sera celle de son peuple.

Un illétré, écœuré, conscient d'avoir été joué, parce qu'incapable, le moment venu, de garder ce pouvoir qu'il aura pris.

«Prenez garde ! dit-il aux nouveaux patrons, n'oubliez jamais le peuple et sa force !»

Et quelques années plus tard, il est de nouveau en lutte contre la dictature de «ceux qui ont les cannes, alors qu'eux n'ont que leurs machettes».

Cette guerre de guerilla sera momentanément vaincue par un massacre total. «Terre brûlée», nom d'une politique, ô combien tristement célèbre. Jusqu'à la distribution du pain au cours de laquelle on tire sur le peuple, qui n'est pas sans rappeler l'Algérie ou le Vietnam. Et cette pratique



«Les colonialistes ne pourront jamais tout brûler, il restera toujours un brin d'herbe, un insecte, un révolutionnaire et il en naitra d'autres» pour abattre les exploiteurs.

qui consiste à vider les villages de leur population, «ces villages qui sont les racines de l'arbre dont les révolutionnaires sont les branches»...

1815-1845 ! et pourtant l'actualité de ces luttes est transparente. Le peuple a pu essuyer des défaites, mais «les colonialistes ne pourront jamais tout brûler, il restera toujours un brin d'herbe, un insecte, un révolutionnaire, et il en naitra d'autres, et la classe dominante sera comme un buffle enragé, toutes issues coupées, qui finira par se jeter dans le brasier qu'elle aura elle-même allumé, et ses cris d'agonie seront notre chant de liberté».

Un José Dolores exemplaire qui mourra parce qu'il ne veut pas d'une liberté au service d'une classe contre laquelle son peuple s'est battu. Un massacre et le sacrifice de l'île, parce que «la Sugar compagny a des intérêts dans d'autres îles et qu'il ne faudrait pas que les autres prennent conscience de leur force et de leurs droits».

Et si on ne voit pas la victoire finale du peuple, si on voit les limites du soulèvement, on sait d'où elles viennent : le manque d'organisation de ce peuple, l'absence enfin d'une ligne et d'un programme qui auraient été les outils de son émancipation.

Un lecteur

VIENT DE PARAITRE

«La lutte en Chine contre le vent déviationniste de droite qui remet en cause les conclusions justes.»

Cette nouvelle brochure parue aux Editions du Centenaire rassemble plusieurs textes, dont certains sont inédits, du mouvement de critique contre Teng Siao-ping et le déviationnisme de droite. (3 F)

Distribué par E 100
24, rue Philippe de Girard

l'Humanité Rouge

reportage

Madagascar : Les luttes des exploités se rejoignent (2)

8e CONGRES DU MONIMA

Nous poursuivons le compte-rendu du 8ème Congrès du Monima, qui s'est tenu à Tuléar du 4 au 7 novembre.

Lors de la séance de clôture, ont été lus les rapports des différentes commissions de travail, puis le représentant du Pan-African Congress (Azanie) a témoigné de la lutte résolue du peuple azanien contre le racisme, l'apartheid, l'impérialisme et l'hégémonisme. Puis le camarade Lebrun est intervenu au nom de l'Humanité Rouge. A noter que pendant son intervention, un élément (qui se trouvait près du représentant de l'agence soviétique Novosti) est allé demander au Président Monja Jaona d'interrompre notre camarade. Cette ingérence grossière dans les affaires du Monima (c'est le Congrès du Monima et pas celui du social-impérialisme !) témoigne que le révisionnisme ne recule devant aucune méthode pour essayer d'imposer son diktat. Mal lui en prit, outre le refus qu'il a essuyé, tous les messages qui ont été lus ensuite condamnaient le social-impérialisme !

Nous ferons part ultérieurement des résolutions du Congrès.

Intervention du camarade Claude Lebrun (extraits)

Les extraits ci-dessous sont amputés des passages sur l'avant-garde révolutionnaire et les méfaits du révisionnisme en France, ainsi que les exemples donnés sur l'expansionnisme soviétique dans le monde.

Après avoir salué les congressistes, notre camarade a déclaré :

«C'est la première fois qu'un délégation, représentant les travailleurs révolutionnaires de France, participe au Congrès du Monima, cela témoigne de la volonté d'unir nos deux peuples dans la lutte contre notre ennemi commun : l'impérialisme français.

La longue lutte du peuple malgache contre le colonialisme et le néo-colonialisme français a largement contribué à l'affaiblissement de notre ennemi commun, elle apporte aussi une riche contribution à la marche en avant de la révolution mondiale. La lutte du peuple malgache, du peuple algérien et des autres peuples qui hier encore souffraient ou souffrent toujours sous le joug de l'impérialisme français, conjuguée à la lutte que mène le peuple en France, la classe ouvrière, les petits paysans, les intellectuels révolutionnaires pour détruire le système capitaliste — cause fondementale de notre exploitation — ont considérablement affaibli la bourgeoisie française.

En 1960, c'est parce qu'elle ne pouvait plus continuer à exploiter de la même manière, qu'elle a concédé la pseudo-indépendance de Madagascar ; tout en cherchant à perpétuer cette domination par des moyens détournés : par le néo-colonialisme (...)

Aujourd 'hui à la tribune du 8e Congrès du Monima, les communistes marxistes-léninistes et le peuple révolutionnaire de France saluent la mémoire des 90 000 martyrs du mouvement populaire de 1947, les 3 000 martyrs du mouvement populaire d'avril 1971 et de tant d'autres qui, dans la lutte de libération nationale, ont donne leur vie pour briser les chaines de l'oppression, pour que le peuple malgache vive libre et indépendant.

La lutte est longue, difficile, complexe. Les impérialistes se servent de leurs valets pour perpétuer leur domination. Ces valets — tels des caméléons — peuvent changer de nom pour essayer de continuer à tromper le peuple, tel le PSD-AREMA. Ou bien encore, en essayant de se donner une apparence révolutionnaire, tel l'AKFM; alors que celui-ci avait déclaré en 1971 — à propos de la répression du mouvement populaire — que, s'il avait été à la place de Tsiranana il aurait fait la même chose (...)

Madagascar fait partie du vaste ensemble de ce que l'on appelle les pays du tiers monde, qui constituent les 2/3 de l'humanité. Situé dans une zone stratégique, au cœur de l'océan Indien, il est l'objet des convoitises des différentes forces impérialistes présentes dans la région. L'impérialisme français cherche à maintenir à tout prix ses positions dans la région. Pour cela il continue à opprimer les peuples frères de la Réunion (ce prétendu «département d'outre-mer» de la France) et de Djibouti. Aux Comores, c'est à une très large majorité que le peuple s'est prononcé pour l'indépendance, or l'impérialisme français a bafoué cette volonté.

Tandis que l'impérialisme français est en pleine difficulté, d'autres puissances impérialistes essayent de prendre sa succession (...)

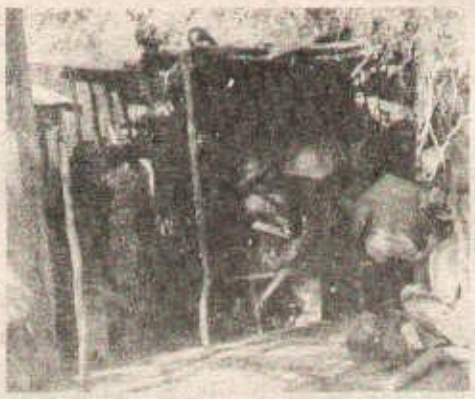
A Madagascar aussi bien sûr, le social-impérialisme ne reste pas inactif et exerce pressions et chantages. Ici comme en France et partout dans le monde, il s'appuie sur des organisations à sa solde — telle l'AKFM et ses satellites à Madagascar, ou le PCF en France — pour essayer de s'infiltrer (...)

Les communistes marxistes-léninistes de France sont profondément convaincus que l'avenir appartient aux peuples ; c'est pourquoi nous sommes persuadés que le peuple malgache frère obtiendra son indépendance totale et véritable, qu'il liquidera à tout jamais les tentatives d'ingérence des 2 superpuissances ou de tout autre impérialisme ou force réactionnaire (...)»

A plusieurs reprises, le camarade Claude Lebrun a rencontré Monja Jaona.

BREF HISTORIQUE DU MONIMA (2)

Le congrès de 1967 a marqué une radicalisation de la tactique du Monima et préparé le grand mouvement populaire d'avril 1971. La réponse du régime à ces grandes manifestations a été la répression sauvage, qui a d'ailleurs bénéficié de l'appui logistique de l'armée française et de l'Afrique du Sud. Mais le régime néo-colonial a été secoué jusque dans ses racines. Les évènements qui suivirent, en 1972, l'emportent sans de trops grandes difficultés.



Ici, le siège du Monima, il ne diffère en rien des habitations populaires qui l'entourent.

Sous le régime de Ramanantsoa (1972-fin 1974), le Monima se donne comme priorité sa réorganisation. En 1973, des militants ouvriers du Monima créent le syndicat ouvrier Sympimito.

En février 1975, après l'assassinat du colonel Ratsimandrava (qui était au pouvoir depuis seulement 8 jours), le Directoire militaire au pouvoir décide de suspendre tous les partis politiques. Par ailleurs Ratsiraka, membre du Directoire militaire et des Affaires étrangères de Ramanantsoa, qui avait su mener une politique étrangère essentiellement positive, avait clairement manifesté son désir de poursuivre une politique progressiste pour tous les domaines de la vie nationale. Le Monima y participe, deux de ses militants sont nommés ministres. Le Monima, avec l'ensemble des organisations qui lui sont alliés (le syndicat Sympimito, le jeunesse Monima, la coopérative Madagascar Avotse) participe au référendum du 21 décembre 1975 en appelant à voter «Oui pour le socialisme».

Les deux ministres Monima sont repris au sein du 2e gouvernement formé en janvier 1976, deux autres militants deviennent membres du Conseil supérieur de la Révolution (CSR).

Lors d'une réunion de son Comité national, en janvier 1976, le Monima apporte une modification à son emblème, le fond est rouge (au lieu de violet). Sa signification : le rouge est un signe d'unité avec les révolutions prolétariennes du monde entier et en souvenir des martyrs de la révolution de 1971.

16 mois après sa première participation à un gouvernement, le Monima se pose un certain nombre de questions, elles ont fait l'objet de débats lors de son 8e Congrès.

Ce sont notamment : le Front national de défense de la Révolution malgache prévu par la Constitution mais non réalisé, la mise en place par le gouvernement du parti fantoche Arema avec l'aide des tenants de l'appareil d'État néo-colonial, la réforme agraire qui n'est pas réalisée, les nationalisations sans aucun changement de structures, etc.

Devant l'incapacité du gouvernement actuel à servir les intérêts des masses, le Monima a exigé qu'il soit épuré de tous les éléments défendant le néo-colonialisme.

MESSAGES DE SOUTIEN

Nombreux ont été les témoignages de soutien international à la lutte du peuple malgache. Outre la présence de délégations du «Pan Africain Congrès» (PAC) d'Azanie et de l'Humanité rouge, de nombreux messages ont été envoyés. Des messages de plusieurs partis marxistes-léninistes, dont ceux du Parti communiste du Brésil, du Parti communiste des ouvriers de Norvège (marxiste-léniniste), du Parti communiste de Suède, du Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique, du PCP(ml). Mais aussi des messages des Unions professionnelles d'Albanie, du FRAP, des organisations étudiantes de Guyane (colonie française), du Cameroun, de la République Centrafricaine, etc.

Outre la solidarité avec le peuple malgache, ils témoignaient de la lutte commune à mener contre le colonialisme, le néo-colonialisme, le racisme et l'apartheid, contre l'impérialisme et l'hégémonisme des deux superpuissances URSS-USA.

LES COMMISSIONS DE TRAVAIL

Après la séance d'ouverture, les congressistes ont travaillé dans diverses commissions (3 d'entre elles étaient axées sur les problèmes nationaux). La 1ere était axée sur la structure sociale ; les modes de production et ses structures, les classes sociales et les problèmes sociaux. La 2e était axée sur les responsabilités du Monima devant les faits suivants : le regroupement de la force du peuple malgache pour contrer l'impérialisme, pour organiser le front de toutes les forces anti-impérialistes, la position à adopter par rapport au gouvernement actuel.

La 3e était axée sur les problèmes internationaux , la crise de l'économie impérialiste et ses conséquences à Madagascar, le mouvement de libération nationale, les risques d'une 3e guerre mondiale...

Une commission de travail, pendant le Congrès.

Une commission a travaillé sur les structures du Monima : les statuts, le règlement intérieur général et celui du syndicat Sympimito.

Une autre a débattu des programmes d'action :1e) l'école des cadres (enseignement, éducation politique, renforcement et élargissement du Monima). 2e) les relations du Monima avec la jeunesse Monima, le Sympimito, l'Association des femmes et la coopérative «Avatse».

Bien des question ont été posées de manière très concrète par les paysans qui, par exemple, sont préoccupés par le manque d'eau dans certaines régions.

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle Dépôt légal : 4e trimestre 1976